

faire, les risques et dangers inhérents à un élargissement constant de l'écart économique et social entre pays riches et pays pauvres. Nous n'avons pas besoin du recul de l'histoire pour nous rendre compte qu'il s'agit d'un des problèmes les plus troublants et les plus sérieux de notre temps. Une leçon que nous ne pouvons manquer de tirer de la récente crise de l'énergie et de la récession mondiale est qu'aucun pays ne peut se prémunir contre les changements importants, encore moins contre les revirements brusques de l'économie mondiale. Il est reconnu depuis longtemps que le bien-être des pays en développement est relié à celui des pays industrialisés, mais on vient tout juste de se rendre compte que l'inverse est tout aussi vrai. Il est malheureux que cette interdépendance fondamentale entre les deux groupes de pays soit souvent laissée dans l'ombre à cause des tensions ou de la rhétorique du débat Nord-Sud; car les meilleures chances de progrès reposent sur la convergence des intérêts à long terme et sur un sentiment plus aigu de solidarité.

Le Canada, moins que tout autre pays industrialisé, peut difficilement demeurer indifférent. Nous avons une économie vulnérable et nous sommes à la fois un pays industrialisé et un pays en développement.

A long terme, il est certainement dans notre intérêt de contribuer à l'instauration d'une économie mondiale équilibrée

et saine qui accorderait aux pays en développement la place qui leur revient de droit.

Partenaires de demain

.. Nos programmes d'aide sont également à l'origine de nos relations bilatérales avec la plupart des pays en développement. Si nous voulons établir des relations durables et mutuellement avantageuses, nous devons participer à leur développement sur les plans social et économique avec une connaissance claire des problèmes qu'elles posent. De nombreux pays industrialisés, qui sont nos principaux concurrents commerciaux, entretiennent déjà des relations bien établies avec nombre de pays en développement, que ce soit en raison du lien colonial qui les unissait, ou à cause de facteurs géopolitiques ou historiques. Ces pays industrialisés se rendent fort bien compte de l'importance croissante des pays en développement dans l'économie mondiale. Nous devons en faire autant car nombre de ces pays en développement pourraient devenir demain nos partenaires indispensables.

Permettez-moi enfin de reprendre l'argument selon lequel "charité bien ordonnée commence par soi-même". Rien n'est plus vrai, et d'ailleurs 60 p. cent de l'ensemble de notre budget d'aide est utilisé au Canada pour l'achat de biens et services destinés aux pays en développement. Cela équivaut à environ 650 millions de dollars par année, sans compter que plus

de 100 000 emplois dépendent dans une certaine mesure de notre programme d'aide à l'étranger.

Les programmes d'aide bilatérale assurent des débouchés à l'étranger à des industries canadiennes clés et sont parfois une source importante de contrats. Ainsi, l'ACDI projette de dépenser cette année quelque 56 millions de dollars dans le domaine de l'énergie. Dans le secteur des transports, nos dépenses sont encore plus considérables, surtout pour l'achat de rails, de matériel roulant et de locomotives; elles devraient atteindre plus de 70 millions de dollars cette année. Par ailleurs, nous avons dépensé quelque 100 millions de dollars dans le domaine des télécommunications au cours des cinq dernières années.

Les prêts et lignes de crédit consentis aux pays en développement — soit plus de 70 millions de dollars cette année — sont assortis de la nécessité d'acheter les biens et services au Canada. Les taux favorables des prêts procurent aux fournisseurs canadiens un avantage sur leurs concurrents, et les transactions qui en résultent représentent des revenus supplémentaires pour l'industrie manufacturière canadienne. En retour, ces revenus garantissent des emplois, soutiennent les niveaux de production et stimulent notre expansion industrielle.

En implantant notre technologie et nos connaissances dans les pays en développement, abstraction faite des modalités, nous jetons les fondements de nouvelles transactions et d'une expansion éventuelle des échanges commerciaux du Canada. Par la même occasion, nous ouvrons aux investisseurs canadiens la voie à l'obtention de conditions privilégiées pour leurs investissements dans de nombreux pays en développement...

Le gouvernement du Canada a établi un lien direct entre le taux de croissance de l'assistance aux pays en développement (APD) et la croissance réelle du produit national brut. Ainsi, la contribution du programme canadien d'aide à l'expansion de notre économie entraînera de fait une augmentation proportionnelle de notre aide à l'étranger.

Un appui positif

On entend beaucoup parler d'une diminution de l'appui que les Canadiens accordent aux programmes d'aide au développement. Il y a certainement de quoi s'en inquiéter s'il est vrai que l'aide à l'étran-



Felix Keri

Frank von Wahl, de Londres (Ont.), explique le fonctionnement de petits moteurs à des élèves de la Castries Comprehensive Secondary School, de Ste-Lucie (Antilles).

(suite à la page 8)